

Marchés financiers

Perspectives pour le
second semestre 2026



beCobank
Vous êtes bien entouré

Des marchés résilients au premier semestre



Si l'année 2025 avait surtout été marquée par les conflits commerciaux et les vagues de droits de douane annoncées par l'administration Trump, le premier semestre de 2026 a été essentiellement rythmé par les tensions géopolitiques. Dès le début du mois de janvier, les États-Unis ont arrêté le président vénézuélien Nicolás Maduro dans le cadre d'une opération éclair visant le régime de Caracas. Cette intervention a été initialement accueillie par un repli des prix du pétrole, les marchés anticipant une relance de l'industrie pétrolière vénézuélienne, aujourd'hui largement dégradée. Mais faute d'avancées concrètes, les prix de l'or noir ont rapidement rebondi, avant de s'envoler après les premières frappes israélo-américaines en Iran à la fin du mois de février et le blocage subséquent du détroit d'Ormuz.

Détroit stratégique

En temps normal, près de 20 millions de barils de pétrole transitent chaque jour par le détroit d'Ormuz, soit environ 20 % de la production mondiale. À cela s'ajoute une part comparable du commerce mondial de gaz naturel liquéfié¹. Et le secteur énergétique est loin d'être le seul à être affecté. Le Golfe Persique concentre près

de 10 % des capacités mondiales de raffinage de l'aluminium et figure parmi les principaux fournisseurs du globe d'engrais, de soufre (utilisé notamment dans la production de nickel et de cuivre) ainsi que d'hélium, indispensable à l'industrie des semi-conducteurs². Autant de chaînes d'approvisionnement affectées par la fermeture du détroit.

Un choc largement absorbé

L'impact économique est toutefois resté relativement contenu jusqu'à présent, grâce à la mise en place de routes d'approvisionnement alternatives et à l'utilisation des stocks disponibles. La croissance a certes ralenti, mais sans remettre en cause la dynamique de l'économie mondiale. L'effet le plus tangible se manifeste au niveau de l'inflation³, qui a dépassé les 3 % dans la zone euro et les 4 %⁴ aux États-Unis. Des niveaux qui appellent à la vigilance, notamment de la part des banques centrales, mais qui restent éloignés des pics observés en 2022, lorsque l'inflation avait franchi le seuil des 9 %⁵. Les banques centrales avaient alors été contraintes de relever leurs taux directeurs à un rythme exceptionnellement soutenu.

Les obligations en retrait

Sur les marchés financiers, ces tensions ont surtout affecté les obligations dans un contexte de remontée des taux d'intérêt, en particulier des taux longs. En Europe, les rendements à dix ans de l'Allemagne ou de la Belgique ont ainsi atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2012 avant de légèrement refluer en fin de semestre. Au Royaume-Uni, la situation a été accentuée par les tensions politiques consécutives au succès électoral de l'extrême droite lors de plusieurs scrutins locaux. Aux États-Unis également, les tensions sont restées palpables, le rendement des obligations à 30 ans ayant dépassé les 5 %, à proximité de ses plus hauts niveaux depuis 2007⁶. Une évolution qui conforte notre préférence, exprimée depuis le début de l'année, pour les obligations de durée plus courte. Celles-ci sont naturellement moins sensibles aux variations de taux d'intérêt que les obligations de plus longue maturité.

L'IA en soutien

Du côté des marchés actions, la tendance favorable ne s'est pas démentie. Comme nous l'avions anticipé, un rééquilibrage géographique s'est toutefois progressivement opéré. Les marchés européens ont évolué dans une phase de consolidation après leur excellente année 2025, tandis que les marchés américains et asiatiques ont pleinement profité de l'essor de l'intelligence artificielle (IA). Les fournisseurs de semi-conducteurs ont notamment bénéficié de la forte demande générée par les investissements massifs dans l'IA. Les trois principaux fabricants mondiaux de puces mémoire (Micron Technology, SK Hynix et Samsung Electronics) ont même intégré le cercle très fermé des entreprises valorisées à plus de 1.000 milliards de dollars, alors qu'une pénurie a fait s'envoler les prix et les bénéfices.

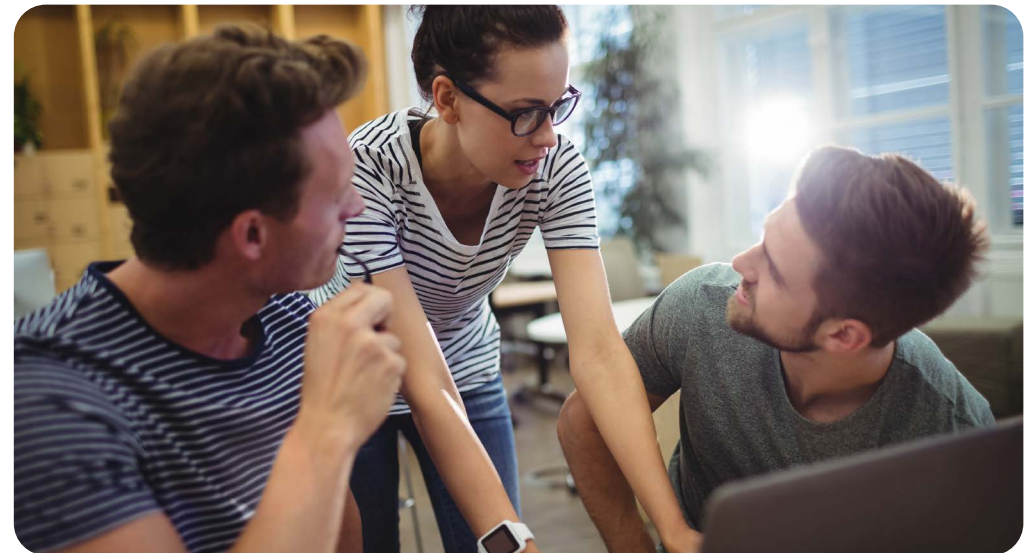
Tensions géopolitiques et trafic maritime

Les marchés boursiers ont toutefois connu quelques pics de volatilité⁷ en juin, un rappel que les incertitudes restent nombreuses. Le conflit au Moyen-Orient demeure évidemment au centre des préoccupations. Si l'économie mondiale s'est jusqu'à présent adaptée à la fermeture du détroit d'Ormuz grâce à des routes alternatives et aux stocks disponibles, cette situation ne pourra pas se prolonger indéfiniment. D'autres risques méritent également l'attention des

investisseurs. Les rebelles houthis du Yémen ont ainsi renouvelé leurs menaces contre le trafic maritime en mer Rouge, porte d'entrée du canal de Suez. Sans cette voie stratégique, les navires doivent contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, allongeant les délais de livraison et accentuant les pressions sur certaines chaînes d'approvisionnement. Plus largement, le contexte géopolitique mondial demeure fragile, notamment en raison des initiatives parfois imprévisibles de l'administration Trump, qui devra affronter en novembre des élections de mi-mandat dont les sondages ne lui sont pas favorables⁸.

Droits de douane

Les tensions commerciales n'ont pas davantage disparu. Certes, la Cour suprême des États-Unis a invalidé une partie importante des droits de douane décidés par Donald Trump, estimant que la situation d'urgence économique invoquée ne lui permettait pas d'imposer unilatéralement de telles mesures. Pour autant, le président américain n'a pas abandonné sa politique commerciale. De nouveaux droits de douane mondiaux ont été annoncés sur la base d'autres fondements juridiques. Selon les estimations de Bloomberg, les droits de douane effectifs appliqués par les États-Unis ont ainsi peu baissé au premier semestre, atteignant 10,5 % en juin. Avant le début du second mandat de Donald Trump, ils n'étaient que de 2,3 %⁹.



Banques centrales

Enfin, les banques centrales demeurent un important facteur d'incertitude pour les marchés. Elles doivent composer avec des tensions inflationnistes persistantes tout en évitant de freiner excessivement l'activité économique. Ce jeu d'équilibriste est d'autant plus délicat à anticiper aux États-Unis, où la Réserve fédérale (Fed) a récemment changé de président. Successeur de Jerome Powell, Kevin Warsh n'a pas encore clairement précisé l'orientation qu'il entend donner à la politique monétaire américaine, ce qui entretient une certaine incertitude.

EN CONCLUSION



Le premier semestre 2026 se clôture globalement sur des performances positives, soutenues avant tout par la dynamique de l'intelligence artificielle. Dans le même temps, les surprises ont été nombreuses, notamment sur le front géopolitique, sans pour autant faire dérailler ni l'économie mondiale ni les marchés financiers.

Ces six premiers mois ont également confirmé le retour de la sélectivité. Des entreprises a priori comparables ont affiché des performances très différentes. Alphabet s'est ainsi distingué depuis le début de l'année, tandis que Microsoft est resté à la traîne malgré ses liens avec OpenAI (ChatGPT). L'innovation n'a pas non plus bénéficié à tous les secteurs. Les fintechs ont globalement déçu au premier semestre alors que le secteur bancaire est resté bien orienté. Dans un environnement où les écarts de performance se creusent, la capacité à identifier les entreprises les mieux positionnées reste plus importante que jamais.



Marchés financiers : les sept thèmes déterminants pour le second semestre



1. Banques centrales : une politique monétaire plus restrictive

Les banques centrales ont été contraintes de durcir leur discours au cours du premier semestre. La hausse des prix de l'énergie a en effet propulsé l'inflation bien au-dessus de leur objectif d'environ 2 %. En juin, la Banque centrale européenne (BCE) a ainsi relevé son principal taux directeur à 2,25 %, une première depuis 2023, après avoir constaté une remontée de l'inflation au-delà de 3 % dans la zone euro.

Quelques jours plus tard, la Banque du Japon (BoJ) lui a emboîté le pas en portant son taux directeur à 1 %, poursuivant sa sortie progressive de plusieurs décennies de politique monétaire ultra-accommodante.

Aux États-Unis, l'attention se concentre avant tout sur Kevin Warsh, qui a succédé à Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale (Fed) en mai. Sa première réunion de politique monétaire, tenue en juin, était particulièrement scrutée par les marchés. À cette occasion, il a adopté un ton légèrement plus ferme à l'égard de

l'inflation, dans un contexte où une majorité des membres du comité monétaire semble désormais ouverte à une hausse des taux cette année. Pour autant, cela ne remet pas en cause sa conviction selon laquelle la Fed peut se permettre de tolérer temporairement une inflation plus élevée. Il estime notamment que les gains de productivité liés au développement de l'IA pourraient exercer, à moyen terme, une pression désinflationniste.

Parallèlement à leur politique de taux, les principales banques centrales poursuivent la réduction de la taille de leur bilan, retirant progressivement une partie des liquidités injectées lors de la crise financière de 2008 puis de la pandémie de coronavirus. Cette normalisation monétaire, dont Kevin Warsh a toujours été un fervent partisan, a déjà provoqué plusieurs épisodes de volatilité, en particulier sur les segments les plus risqués du marché, comme la dette privée¹⁰ ou le financement à effet de levier¹¹.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Éviter les obligations de longue durée. Dans un contexte où les taux d'intérêt restent orientés à la hausse et où un nouvel accès de tensions inflationnistes ne peut être exclu, les obligations de longue maturité demeurent particulièrement vulnérables. Les échéances plus courtes offrent un profil de risque plus équilibré.
- Limiter l'exposition aux obligations en dollars. La trajectoire de la politique monétaire américaine apparaît aujourd'hui plus incertaine que celle de la BCE. Dans l'attente d'une meilleure visibilité sur les intentions de Kevin Warsh, nous privilégions une approche prudente vis-à-vis des obligations libellées en dollars.
- Privilégier les émetteurs de qualité. La remontée des taux et le retrait progressif des liquidités risquent de mettre sous pression les entreprises les plus endettées. Nous continuons dès lors à privilégier les entreprises disposant de bilans solides et d'actifs tangibles. Ces sociétés sont généralement mieux armées pour traverser un environnement économique plus exigeant et pour faire face aux mutations liées à l'IA.

2. L'intelligence artificielle entre dans une nouvelle phase

L'IA reste l'un des principaux moteurs des marchés financiers. Les investissements annoncés par les géants technologiques continuent de progresser à un rythme spectaculaire. Amazon, Alphabet, Meta et Microsoft prévoient ainsi d'y consacrer ensemble près de 715 milliards de dollars cette année, soit environ 90 % de plus qu'en 2025¹².

Après plusieurs années durant lesquelles l'ensemble de l'écosystème IA était plébiscité, le marché semble toutefois entrer dans une nouvelle phase. Désormais, les investisseurs cherchent à identifier les entreprises capables de réellement monétiser leur présence dans l'IA. Ils se montrent également plus attentifs aux valorisations, alors que les perspectives de croissance de certains segments apparaissent déjà largement intégrées dans les cours de Bourse.

Cette évolution s'accompagne d'un déplacement progressif de l'attention des logiciels vers les infrastructures. Un grand modèle de langage (LLM) ne peut fonctionner sans centres de données pour l'entraîner et le faire tourner. La course engagée par les géants technologiques pour développer ces infrastructures illustre l'importance croissante des infrastructures dans l'écosystème de l'IA. En pratique, la capacité de calcul devient un avantage concurrentiel déterminant.

Cette nouvelle phase profite avant tout aux fournisseurs de composants indispensables au fonctionnement de l'IA. Les fabricants de semi-conducteurs, d'équipements pour centres de données, d'infrastructures de réseau ou encore de câbles figurent parmi les principaux bénéficiaires de cette tendance.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Rester exposé au thème de l'IA. L'intelligence artificielle demeure l'un des principaux moteurs de croissance de l'économie mondiale et des marchés financiers. Les épisodes de correction ou de volatilité peuvent offrir des points d'entrée intéressants pour renforcer les positions.
- Privilégier les entreprises qui fournissent l'infrastructure de l'IA. Semi-conducteurs, puces mémoire, centres de données, équipements de réseau, câbles ou infrastructures énergétiques constituent aujourd'hui les fondations indispensables au développement de l'IA.
- Intégrer les matières premières stratégiques comme levier de diversification. La demande croissante en cuivre et en aluminium en raison du développement de l'IA et des infrastructures associées, pourrait continuer à soutenir ces marchés au cours des prochaines années.
- Être plus sélectif parmi les valeurs technologiques. Toutes les entreprises associées à l'IA ne profiteront pas de manière égale de cette révolution. La capacité à transformer les investissements en bénéfices devient un critère déterminant.

3. La sélectivité redevient essentielle

Ces dernières années, l'investissement thématique s'est fortement développé, notamment grâce à l'essor des ETF. Cette approche a permis aux investisseurs de s'exposer facilement à de grandes tendances sans trop s'attarder sur la sélection des titres.

Dans un environnement marqué par des taux d'intérêt plus élevés, une croissance économique plus disparate, l'essor de l'IA et des valorisations parfois exigeantes, les grandes thématiques d'investissement deviennent plus hétérogènes et les écarts de performance se creusent. La simple appartenance à une thématique porteuse ne suffit plus à garantir de bonnes performances boursières. Les entreprises doivent désormais démontrer leur capacité à transformer ces tendances en croissance et en bénéfices.

Le secteur des transports illustre particulièrement bien cette évolution. Derrière une même thématique se cachent aujourd'hui des réalités très différentes selon les régions et les segments de marché, tout particulièrement dans le contexte actuel marqué par les tensions sur les prix de l'énergie. En Amérique latine, les opérateurs logistiques et de transport bénéficient du dynamisme des exportations de matières premières et de la résilience de la demande intérieure. À l'inverse, certains acteurs portuaires asiatiques restent davantage exposés aux incertitudes entourant les routes commerciales mondiales et à l'évolution de la situation au Moyen-Orient.

Dans l'industrie, les débouchés des produits et leur intégration dans les nouvelles chaînes de valeur liées à l'IA deviennent de plus en plus déterminants. En outre, la fermeture du détroit d'Ormuz a affecté davantage l'industrie européenne, déjà confrontée à des prix énergétiques plus élevés. Désormais, une réouverture durable du détroit pourrait offrir un soutien supplémentaire à l'industrie européenne, en combinaison avec les effets attendus du plan de relance allemand.

Et l'on pourrait multiplier les exemples. En Bourse, cela se traduit surtout par une plus grande dispersion des performances et le retour à une sélection plus exigeante des titres.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Ne plus considérer les marchés ou les thématiques comme des blocs homogènes. Derrière chaque tendance d'investissement se cachent souvent des entreprises aux profils financiers très différents.
- Faire preuve de davantage de sélectivité. Les fondamentaux, tant quantitatifs (croissance du chiffre d'affaires, endettement...) que qualitatifs (exposition à l'IA, aux chaînes d'approvisionnement...), redeviennent des critères essentiels.

4. Un regain d'intérêt discret pour l'ESG

Ce retour à l'avant-plan des fondamentaux s'accompagne également d'un intérêt renouvelé pour les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Pas pour des raisons idéologiques, mais avant tout pour des considérations économiques.

La fermeture du détroit d'Ormuz a rappelé l'importance de la résilience énergétique des entreprises. Celles qui ont investi ces dernières années dans l'efficacité énergétique, l'électrification de leurs activités ou la diversification de leurs sources d'approvisionnement se trouvent aujourd'hui dans une position plus favorable que leurs concurrents.

Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus large. Longtemps perçus comme une contrainte réglementaire ou un critère de sélection secondaire, les critères ESG retrouvent progressivement leur dimension économique. Une meilleure utilisation des ressources, une moindre dépendance à des matières premières critiques ou encore une gouvernance plus rigoureuse peuvent contribuer à améliorer la résistance des entreprises face à un environnement devenu plus volatil.

Cette tendance s'est notamment illustrée au cours du premier semestre par les solides performances boursières enregistrées par plusieurs entreprises spécialisées dans le recyclage des métaux.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Privilégier les entreprises ayant réduit leur dépendance énergétique. Les récents événements ont montré que la maîtrise des coûts énergétiques peut constituer un avantage concurrentiel important.
- Surveiller la dépendance à certains fournisseurs, zones géographiques ou matières premières critiques. Les risques liés aux chaînes d'approvisionnement ne se limitent pas à l'énergie. Les tensions sino-américaines rappellent régulièrement l'importance stratégique de métaux critiques comme les terres rares, tandis que les perturbations des routes maritimes peuvent affecter l'ensemble de l'industrie mondiale.
- Regarder au-delà du label ESG. Toutes les entreprises ne bénéficient pas de la même manière de leurs investissements en matière de durabilité. Il convient de rester sélectif.



5. Cap sur les marchés émergents

Longtemps délaissés, les marchés émergents connaissent un net regain d'intérêt. Une dynamique qui repose aujourd'hui sur des facteurs bien plus solides qu'un simple retour de l'appétit pour le risque. Les investisseurs ont ainsi injecté un montant record de 74 milliards de dollars dans les actions émergentes au cours des cinq premiers mois de l'année, ainsi que 26 milliards de dollars dans les obligations émergentes. Derrière ces flux se cachent plusieurs tendances structurelles.

Du côté des actions, plusieurs marchés asiatiques profitent pleinement de l'essor de l'IA. Taïwan abrite notamment TSMC, de loin le premier fondeur mondial, tandis que les géants sud-coréens Samsung Electronics et SK Hynix figurent parmi les 3 leaders mondiaux du marché des puces mémoire. La Chine poursuit pour sa part ses efforts afin de développer un écosystème local de l'IA, soutenu par d'importants investissements publics et privés.

En amont de la chaîne de valeur, plusieurs pays producteurs de matières premières stratégiques bénéficient aussi des investissements dans l'IA. C'est notamment le cas du Chili, premier producteur mondial de cuivre devant la République démocratique du Congo et le Pérou¹³. Ce métal est indispensable à l'électrification et à la construction des centres de données, dont les plus vastes peuvent nécessiter jusqu'à 50 000 tonnes de cuivre¹⁴.

Les marchés d'Europe de l'Est affichent eux aussi des performances solides, portés à la fois par la poursuite du rattrapage économique et par un regain de confiance des investisseurs. En Hongrie notamment, les marchés ont favorablement accueilli la défaite électorale de Viktor Orbán.

Le regain d'intérêt pour les marchés émergents ne se limite toutefois pas aux actions. Les obligations émergentes continuent également d'offrir des rendements attractifs. En outre, en Amérique latine, les marchés obligataires bénéficient de la montée en puissance des fonds de pension locaux. Ces derniers occupent une place croissante sur les marchés domestiques et jouent un rôle de contrepoids lorsque les investisseurs internationaux réduisent leur exposition lors des épisodes de volatilité.

Cette présence accrue d'investisseurs institutionnels locaux contribue à limiter les mouvements excessifs, à soutenir la liquidité des marchés obligataires et à renforcer leur résilience face aux chocs externes.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Surpondérer les marchés émergents. Leur profil de croissance reste généralement attractif alors que les niveaux de valorisation sont inférieurs à ceux des États-Unis.
- Ne pas négliger la dette émergente. Les obligations en monnaies locales de plusieurs pays émergents, notamment en Amérique latine, continuent d'offrir des rendements nettement plus attractifs que ceux des marchés développés avec un risque maîtrisé. Certains pays émergents proposent également des obligations indexées offrant un rendement réel intéressant.
- Garder une approche sélective. Les actions et obligations émergentes ne constituent pas des blocs homogènes et requièrent des arbitrages soigneusement ciblés. Les perspectives varient fortement d'un pays à l'autre, mais aussi d'un secteur à l'autre. Parmi les segments les plus prometteurs figurent notamment certaines petites et moyennes capitalisations industrielles d'Europe centrale et orientale ainsi que les entreprises exposées à la consommation domestique en Amérique latine. À l'inverse, la crise immobilière chinoise est loin d'être résolue et continue de peser sur certaines parties du marché.

6. Un environnement plus favorable aux petites capitalisations

Ces dernières années, les petites et moyennes capitalisations¹⁵ ont souvent été éclipsées par les performances des grands indices boursiers, largement soutenus par les géants technologiques. Cette situation s'est encore prolongée en 2026 dans un environnement marqué par des taux d'intérêt durablement élevés et une forte concentration des flux d'investissement sur un nombre limité de grandes valeurs technologiques. Elles continuent néanmoins d'offrir un terrain particulièrement fertile pour les investisseurs à la recherche d'opportunités.

Les petites capitalisations sont généralement moins suivies par les analystes et les investisseurs institutionnels. Cette moindre couverture peut entraîner des écarts

plus importants entre la valeur intrinsèque d'une entreprise et sa valorisation boursière, créant ainsi davantage d'opportunités.

Elles restent toutefois plus sensibles que les grandes entreprises à l'environnement monétaire actuel. Leur accès plus limité aux marchés obligataires les rend généralement davantage dépendantes du financement bancaire ou du crédit à court terme, dont le coût demeure relativement élevé. Cette réalité explique en partie leur retard de performance par rapport aux grandes capitalisations au cours des derniers trimestres.

Fondamentalement, les petites capitalisations permettent de se positionner sur des entreprises exposées à des tendances structurelles de long terme, telles que la réindustrialisation, l'automatisation, le développement des infrastructures ou encore la digitalisation des entreprises. Contrairement à certaines grandes capitalisations, dont les valorisations intègrent déjà des scénarios de croissance particulièrement ambitieux, de nombreuses petites et moyennes capitalisations affichent encore des valorisations raisonnables au regard de leurs perspectives de développement.

Elles pourraient ainsi bénéficier d'un regain d'intérêt si l'environnement économique devenait plus favorable au cours des prochains mois. Une détente sur le front énergétique ou une normalisation progressive de l'inflation devraient soutenir le segment. Enfin, elles offrent aussi une alternative face à la concentration des marchés.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Conserver une exposition aux petites capitalisations. Elles offrent un potentiel de croissance intéressant pour les investisseurs qui recherchent aujourd'hui des alternatives aux mégacapitalisations¹⁶.
- Adopter une approche sélective et basée sur les fondamentaux. Les écarts de valorisation, de qualité et de potentiel de croissance sont particulièrement marqués au sein des petites et moyennes capitalisations. Une analyse approfondie des fondamentaux est dès lors essentielle.

7. Rester flexible face aux incertitudes et à la volatilité

Les marchés ont jusqu'à présent fait preuve d'une grande capacité d'adaptation face aux tensions géopolitiques. Malgré la hausse des prix de l'énergie, la remontée des taux et les nombreuses sources de tensions géopolitiques, l'économie mondiale continue de résister. Cette résilience ne doit toutefois pas masquer le fait que plusieurs trajectoires restent possibles pour le second semestre.

Un premier scénario serait celui d'un regain de tensions au Moyen-Orient si le préaccord entre l'Iran et les États-Unis n'aboutit pas à une solution définitive. Une nouvelle fermeture du détroit d'Ormuz ferait s'envoler les prix du pétrole, alimentant encore davantage les pressions inflationnistes. Dans un tel contexte, les actions défensives, l'or et les obligations de qualité pourraient tirer leur épingle du jeu.

À l'inverse, un accord de paix durable au Moyen-Orient permettrait une détente sur les marchés de l'énergie et réduirait les craintes inflationnistes. Les investisseurs pourraient alors se tourner davantage vers les segments offrant des rendements les plus attractifs, notamment certaines actions de type value et obligations d'entreprise à haut rendement.

D'autres facteurs méritent une attention particulière. Les marchés restent sensibles à l'évolution des politiques monétaires et aux mouvements de capitaux internationaux. Le financement d'opérations de carry trade¹⁷ en yens demeure notamment une source potentielle de volatilité au fur et à mesure de la remontée des taux au Japon. Un renforcement plus marqué du yen pourrait conduire certains investisseurs à déboucler leurs positions, avec des répercussions sur plusieurs classes d'actifs.

Les segments de la dette privée et du financement à effet de levier méritent également une attention particulière après les difficultés des derniers mois. Même si les répercussions sont restées limitées jusqu'à présent, ils demeurent des sources de risque à surveiller en raison de leur impact potentiel sur les marchés cotés.

Enfin, les élections de mi-mandat aux États-Unis pourraient également constituer un facteur de volatilité. Une victoire démocrate renforcerait probablement le risque

de blocage politique à Washington, réduisant la probabilité de nouvelles mesures budgétaires d'ampleur. À l'inverse, un maintien du contrôle républicain pourrait ouvrir la voie à un nouveau programme de dépenses, avec des conséquences sur les taux d'intérêt américains et le dollar. Les investisseurs devront également garder à l'esprit que les questions commerciales et celles influençant le dollar relèvent largement du pouvoir exécutif et pourraient donc continuer à évoluer indépendamment de l'issue du scrutin.

QUELLES IMPLICATIONS POUR VOS INVESTISSEMENTS ?



- Conserver une approche flexible. Les perspectives économiques et géopolitiques peuvent évoluer rapidement. Dans ce contexte, il est préférable d'éviter les paris trop concentrés sur un seul scénario de marché.
- Privilégier une gestion active et réactive. La capacité à ajuster progressivement les allocations en fonction de l'évolution de l'inflation, des prix de l'énergie ou de la politique des banques centrales constitue un atout important dans l'environnement actuel.
- Rester attentif aux signaux de tension comme aux signes d'apaisement sur les différents fronts. Par exemple, un recul durable des prix de l'énergie pourrait faire émerger de nouvelles opportunités d'investissement. À l'inverse, une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz imposerait une prise en compte accrue du risque énergétique dans la construction des portefeuilles.

UNE GESTION DYNAMIQUE DANS UN MONDE EN MUTATION



Les marchés ont une nouvelle fois fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation au cours du premier semestre. Ni les tensions géopolitiques, ni la remontée des taux d'intérêt, ni les nombreuses incertitudes politiques n'ont suffi à faire dérailler la tendance globale. Cette résilience ne doit toutefois pas masquer l'évolution des dynamiques de marché, marquée par une dispersion croissante des performances.

L'intelligence artificielle reste incontestablement le principal thème d'investissement et devrait continuer à façonner largement les performances au cours des prochains mois. Mais dans l'IA aussi, nous entrons progressivement dans une nouvelle phase. Les investisseurs recherchent désormais des entreprises capables d'en tirer un véritable avantage économique. Les infrastructures nécessaires à son développement, les semi-conducteurs, les centres de données, les câbles ou encore certaines matières premières stratégiques devraient ainsi continuer à bénéficier d'un soutien important.

Cette dynamique ouvre également de nouvelles perspectives pour les marchés émergents. En Asie, plusieurs acteurs occupent des positions clés dans la chaîne de valeur technologique mondiale. En Amérique latine, certains pays profitent de leur rôle central dans la production de métaux indispensables à l'électrification et au développement des infrastructures numériques. Plus largement, de nombreux marchés émergents combinent aujourd'hui des valorisations raisonnables et des perspectives favorables, y compris du côté obligataire.

Pour autant, le second semestre ne sera probablement pas un long fleuve tranquille. L'évolution de la situation au Moyen-Orient, les orientations des banques centrales, les tensions commerciales, les tensions sur certains segments du marché du crédit, ou encore les élections américaines de mi-mandat continueront d'alimenter les incertitudes. Plusieurs scénarios restent possibles et les marchés pourraient être amenés à réévaluer rapidement certaines de leurs anticipations.

Dans ce contexte, la recherche de performance passera avant tout par la capacité à sélectionner les bons secteurs, les bonnes régions et surtout les bonnes entreprises. L'époque où l'ensemble des acteurs progressait de manière uniforme semble progressivement derrière nous. Les fondamentaux redeviennent centraux, qu'il s'agisse de la qualité des bilans, du positionnement concurrentiel, de la capacité d'innovation ou encore de la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Plus que jamais, le second semestre plaide en faveur d'une gestion flexible, sélective et dynamique. Flexible pour s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement économique et géopolitique. Sélective car les écarts de performance entre entreprises continuent de s'accroître. Et dynamique afin de saisir les opportunités tout en réagissant rapidement aux risques qui émergent sur les marchés.

Dans un monde où les certitudes se raréfient, la capacité d'adaptation devient un avantage à part entière. Pour les investisseurs, elle pourrait bien constituer l'une des clés de la performance au cours des mois à venir.

Nous sommes à votre service



Dans votre agence
Beobank



Chattez avec nous via :

- Beobank Online
- notre application Beobank Mobile



Appelez-nous au 02 622 20 00
du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00
et le samedi de 9h00 à 12h30

1. <https://www.iea.org/about/oil-security-and-emergency-response/strait-of-hormuz>
2. <https://www.brgm.fr/fr/actualite/article/detroit-ormuz-choc-non-seulement-energetique-aussi-mineral>
3. L'inflation est un phénomène économique caractérisé par une hausse du niveau général des prix des biens et des services dans une économie sur une période donnée. Cela signifie qu'avec un même montant d'argent, on peut acheter moins de biens et de services qu'auparavant.
4. <https://fr.tradingeconomics.com/united-states/inflation-cpi>
5. L'inflation aux États-Unis a-t-elle atteint son pic ? - 05/01/2023 à 14:15 - Boursorama
6. <https://www.investing.com/rates-bonds/>
7. La volatilité est un indicateur du degré de fluctuation du prix d'un actif, tel qu'une action, une obligation, une devise ou une matière première, au cours d'une période donnée.
8. <https://www.natesilver.net/p/generic-ballot-average-2026-nate-silver-bulletin-congress-polls>
9. <https://www.bloomberg.com/graphics/trump-tariffs-tracker/>
10. La dette privée désigne les prêts accordés à des entreprises par des établissements non bancaires, tels que les fonds de capital-investissement, les fonds spéculatifs ou d'autres investisseurs institutionnels.
11. Le financement à effet de levier est une forme de financement dans laquelle une entreprise contracte un emprunt dont le montant est supérieur à la valeur de ses fonds propres. Cette pratique est souvent utilisée pour financer des investissements importants, tels que des acquisitions (M&A) ou des projets de croissance.
12. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2026-04-30/us-big-tech-ratchets-up-ai-spending-past-700-billion-this-year>
13. <https://investingnews.com/daily/resource-investing/base-metals-investing/copper-investing/copper-production-country/>
14. <https://www.copper.org/copperconversations/thought-leadership/us-copper-meet-surg-ing-demand-ai-data-centers.php>
15. Les petites capitalisations (« small caps ») sont des entreprises dont la capitalisation boursière est relativement faible, comprise entre environ 300 millions et 2 milliards de dollars. Les moyennes capitalisations (« mid caps ») sont des entreprises dont la capitalisation boursière est moyenne, comprise entre environ 2 milliards et 10 milliards de dollars.
16. Les méga-capitalisations (« megacaps ») sont de grandes entreprises dont la capitalisation boursière est très élevée. Le terme « megacap » est souvent utilisé pour désigner les entreprises dont la capitalisation boursière dépasse les 200 milliards de dollars.
17. Un « carry trade » est une stratégie d'investissement dans laquelle un investisseur emprunte dans une devise à faible taux d'intérêt et investit dans une devise à taux d'intérêt plus élevé. L'objectif est de tirer profit de l'écart de taux d'intérêt entre les deux devises.

Date éditoriale : 22/06/2026. La présente publication reprend des informations générales et ne constitue pas un conseil personnalisé. Ces informations peuvent changer ou faire l'objet de règles ou d'interprétations particulières en fonction de la situation concernée. Beobank décline toute responsabilité quant à l'exactitude, l'exhaustivité et la mise à jour des informations provenant des sources citées.

Nous vous rappelons que les produits d'investissement sont exposés à des risques en ce compris la possible perte du capital investi. Les produits d'investissement ne sont pas des dépôts bancaires et ne sont pas garantis par Beobank NV/SA.

www.beobank.be | © 2026 Beobank NV/SA | Member of Crédit Mutuel Group

E.R.: Guy Roosen | Beobank NV/SA | Boulevard du Roi Albert II 2, 1000 Bruxelles
| TVA BE 0401.517.147 | RPM Bruxelles | IBAN BE77 9545 4622 6142

beobank